

Mario Draghi contre les charlatans du pouvoir d'achat

L'ÉDITO D'ÉTIENNE GERNELLE. Pour Mario Draghi, la seule façon crédible de redonner du pouvoir d'achat, c'est de relancer notre compétitivité. Notamment en investissant massivement dans les technologies.

Par [Étienne Gernelle](#)

Publié le 12/09/2024 à 06h00



Mario Draghi remet son rapport sur la compétitivité de l'Union européenne à Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, le 9 septembre 2024 à Bruxelles.. © Wiktor Dabkowski/ZUMA Press Wire/SIPA

Heureusement, il y a Super Mario ! L'homme qui a sauvé l'euro en 2012 comme président de la Banque centrale européenne, puis l'Italie en 2021 comme président du Conseil [a rendu en début de semaine à la Commission européenne un rapport](#) qui remet les choses à leur place. L'Europe est face à un « *défi existentiel* », nous dit-il, établissant le constat de son déclassement face à la Chine et aux États-Unis. Entre 2002 et 2023, l'écart de PIB entre l'Amérique et nous est passé de 15 à 30 %...

Disons-le : les politiques qui se fichent de ce que dit Draghi sont des bons à rien. Car c'est là le sujet central. Le pouvoir d'achat, refrain que tant de candidats aux législatives ont psalmodié sans toujours connaître ce qu'il signifie, est d'abord le résultat du revenu d'un pays, c'est-à-dire de son PIB ! Or notre déclin relatif sur ce plan s'explique principalement, selon Draghi, par notre déficit de compétitivité.

Investir, investir !

Oh ! le gros mot que voilà... Sauf que, si l'on s'abstient de le prononcer, parler de pouvoir d'achat revient la plupart du temps à invoquer le secours du Père Noël. Cela peut certes passer par une plus grande redistribution – ce qui peut se justifier – mais consiste le plus souvent à prodiguer des largesses à crédit, ce qui est une escroquerie de bas étage. Faute de s'intéresser à la création de richesse, nos charlatans du pouvoir d'achat inventent donc toutes sortes de subterfuges : primes, allocations, déductions, qui seront, à terme, payées par ceux qu'ils prétendent secourir.

Alors, que dit Draghi pour relancer notre compétitivité ? Entre autres, qu'il faut simplifier les procédures administratives européennes, réformer le marché de l'électricité et la gouvernance de l'Union. Il préconise, surtout, d'investir massivement, en particulier dans les technologies (notamment l'intelligence artificielle) et les compétences pour les maîtriser, afin de ne pas sortir du jeu mondial. Il évoque des sommes sans commune mesure avec ce que nous avons connu depuis des décennies : 800 milliards d'euros par an.

Le penchant français à la dépense

Où trouver cet argent ? Draghi évoque d'abord l'unification des marchés de capitaux, car le morcellement de ceux-ci représente une vraie faiblesse. « *Il n'y a aujourd'hui en Europe aucun investisseur capable de faire les investissements que font les capital-risqueurs américains* », nous confiait il y a quelques mois Arthur Mensch, le PDG de la pépite française Mistral AI. Cette idée avance, et la France et l'Allemagne y sont favorables.

Mais cela ne suffira pas. Mario Draghi préconise aussi un investissement public massif, financé par de l'endettement commun. Le problème est que l'Allemagne, notamment, rechigne à s'engager dans cette voie, exaspérée par les pays – au premier rang desquels figure la France – qui ne tiennent pas leurs déficits, ce qui, dans une monnaie commune, revient à carotter les autres. Le premier obstacle à une Europe qui se donnerait les moyens de rivaliser avec l'Amérique et la Chine – et donc au pouvoir d'achat de ses habitants ! –, c'est bien la folie française de la dépense publique – enfin, de la dépense courante, car c'est bien cela, notre penchant, pas l'investissement !

Exemplaire de Gaulle

Le décalage entre le niveau actuel du débat français et les [réflexions du rapport Draghi](#) peut donner le vertige. Mais rien n'est perdu : notre pays est déjà passé par là. À peine revenu au pouvoir, [le général de Gaulle](#) avait chargé [Jacques Rueff](#) et Antoine Pinay d'assainir les finances publiques. Et il ne trembla pas, puisqu'il baissa même les pensions des anciens combattants... Et, en même temps, comme dirait l'autre, il tripla le budget de la recherche en trois ans (1). « *Sans cet effort et ces sacrifices, nous resterions un pays à la traîne, oscillant perpétuellement entre le drame et la médiocrité* », assumait de Gaulle à la télévision. Qui oserait dire cela en France aujourd'hui ?

1. « *Histoire intime de la V^e République* », vol 1. : « *Le Sursaut* », de Franz-Olivier Giesbert (Gallimard).